



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 29 – 06 Octobre 2022

En bref

Selon la banque d'investissement Citibanamex, l'inflation atteindrait +8,7 % à la fin de l'année (contre +8,4 % dans l'enquête précédente). Pour 2023, les prévisions d'inflation de la banque se sont également détériorées à 5 % (contre 4,7 % prévu). En raison de ces pressions inflationnistes, le consensus des marchés financiers anticipe désormais que la Banque centrale du Mexique (Banxico) clôturera l'année avec un taux d'intérêt directeur de 10,5 % (contre 10 % dans les précédentes estimations). Le prochain mouvement de taux est attendu en novembre par les marchés, ce qui le porterait à 10 % (+75 pb). Toutefois, les prévisions de croissance économique demeurent inchangées, à +2 % cette année, et +1,2 % en 2023.

LE CHIFFRE À RETENIR

8,7 %

Inflation (en glissement annuel) à la fin de l'année 2022, selon la banque d'investissement Citibanamex.

Zoom sur

Les bénéfices des banques d'Amérique centrale ont augmenté de 50 % g.a. au 1er semestre. Les banques centroaméricaines ont significativement amélioré leur rentabilité sur la période, notamment grâce à la reprise de l'économie mondiale. Parmi les plus rentables dans la région CA-4 (Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua) figure *Banco Industrial* avec un gain record de 147 M USD (+32 % g.a.) sur le premier semestre 2022. *Banco GyT* a également enregistré une croissance de ses bénéfices de 84 %, à 99 M USD. Sur les 10 plus grandes banques centroaméricaines en termes d'actifs, sept sont originaires du CA-4.

Mexique

1. ECONOMIE

Selon les estimations de la CNUCED, le PIB mexicain devrait croître de 1,8 % en 2022 et de 1,4 % en 2023. Le rapport explique que les liens étroits avec le cycle commercial et monétaire étatsunien seraient la raison pour laquelle le Mexique connaîtrait également des tendances baissières pour 2022 et 2023. Il faudra attendre 2024 pour que l'économie mexicaine retrouve son niveau pré-pandémique, après la chute de 8,3 % enregistrée en 2020. En 2021, elle s'est à peine redressée de moitié, à 4,8 %, et les prévisions pour 2022 se sont donc améliorées pour atteindre 1,8 %, soit 0,6 point de pourcentage de plus que les estimations de mars de la CNUCED.

Le gouvernement fédéral mexicain annonce la deuxième version du "Paquet contre l'inflation". Ce nouveau plan, qui sera en vigueur jusqu'en mars 2023, a pour objectif de stimuler la production agricole, et de trouver un accord avec les industriels, les producteurs et les commerçants afin de baisser le prix du panier alimentaire de base de 8 %, ainsi que le prix de la farine de maïs. Sera accordée aux quinze entreprises signataires une licence autorisant l'importation et la distribution simplifiées de produits alimentaires, s'ils sont moins chers et disponibles à l'étranger. Pendant la durée de l'accord, les exportations de certains produits alimentaires seront également interdites. De nombreux analystes soulignent et applaudissent les efforts du gouvernement pour contrer l'inflation alimentaire mais doutent de l'efficacité de ces nouvelles mesures, en raison du ciblage de quelques produits de base.

Le Mexique dépasse le Canada et la Chine en devenant le principal partenaire commercial des Etats-Unis en août 2022. Selon le Bureau du recensement des Etats-Unis, en août, les importations en provenance du Mexique ont augmenté de 25,6 % en g.a. et les exportations étatsuniennes vers le Mexique ont cru de 24 % en

g.a. Entre janvier et août 2022, le commerce extérieur total a augmenté de 20 % par rapport à la même période l'année dernière.

En septembre, l'emploi formel enregistre sa hausse mensuelle la plus importante depuis sept mois (+1,9 % en g.a). Les secteurs enregistrant la plus forte croissance annuelle d'emploi sont : (i) les transports et communications (+ 7,5 %), (ii) la construction (+5 %), et (iii) les services aux entreprises (+ 4,8 %). De même, le salaire de base moyen a connu une augmentation annuelle de 11,3 %.

2. FINANCES PUBLIQUES

En 2022, malgré les importantes dépenses publiques consacrées aux subventions à l'essence et la hausse des coûts financiers depuis le début de l'année, le Ministère des finances indique des soldes publics nettement supérieurs aux prévisions. Dans son rapport, le Ministère des finances souligne la stabilité des finances publiques, laquelle s'explique par des revenus pétroliers plus importants, compensant les dépenses plus élevées en matière de subventions énergétiques. Les recettes budgétaires ont été supérieures aux prévisions, ce qui résulte en un solde budgétaire excédentaire, contrastant avec le déficit prévu. Les recettes budgétaires ont également enregistré une hausse de 10,5 % en g.a sur la période janvier-août 2022 et le recouvrement de l'impôt sur le revenu a connu une augmentation annuelle réelle de 14,8 % sur la même période. La collecte de la TVA est en hausse de 2,7 % en g.a en termes réels.

Pour 2023, selon la banque d'investissement suisse UBS, la stabilité budgétaire du Mexique pourrait être mise sous pression à court terme si les engagements de dépenses publiques augmentent et que la croissance chute. Le ministère des Finances a présenté début septembre son projet de budget pour 2023, indiquant une croissance du PIB de 3 % pour 2022, et des recettes budgétaires d'environ 231 Mds USD. L'institution financière suisse a expliqué que les marges de manœuvres budgétaires du Mexique seraient limitées par une

série d'engagements de dépenses structurelles. Les dépenses totales liées aux retraites s'élèveront, en 2023, à 84,6 Mds USD (5,3 % du PIB), soit 20 % des dépenses publiques totales, ce qui, avec d'autres dépenses inévitables, limiterait les ressources disponibles. Les recettes non pétrolières devraient augmenter de 1,3 % par rapport à 2022, ce qui contraste avec la hausse des dépenses estimée à 11,6 %. Cette hausse résulte des investissements en infrastructures dans des projets phares de l'administration actuelle, tels que le *Tren Maya*, et la raffinerie de *Dos Bocas*. Si le président Andrés Manuel Lopez Obrador a adopté une approche plus austère des dépenses en 2020, alors que le reste de la région a emprunté massivement pour faire face à la pandémie et à ses conséquences économiques, les projets phares du président ont largement dépassé leurs budgets initiaux. La hausse des dépenses et la persistance de faibles taux de croissance constituent ainsi des risques pour la trajectoire de la dette.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Les Etats-Unis acceptent de prolonger les consultations au sujet du T-MEC sur la politique énergétique du Mexique. En juillet 2022, les Etats-Unis et le Canada avaient déposé des plaintes contre la politique énergétique nationaliste du président Andres Manuel Lopez Obrador, mettant en avant l'aspect discriminant à l'égard de leurs entreprises qui cherchent à opérer au Mexique. En effet, selon les deux partenaires, la politique énergétique du Mexique violerait le chapitre 2 du traité de libre-échange (sur l'accès au marché), avec le traitement national et les restrictions à l'importation et à l'exportation. Elle violerait également le chapitre 14 (sur l'investissement) et le chapitre 22 (sur les entreprises d'Etat), qui prévoient des règles équitables de concurrence sur le marché. Or, les pourparlers entre les trois pays ont désormais dépassé le délai minimum requis de 75 jours. L'administration Biden poursuivra les consultations avec le Mexique au lieu de

demander immédiatement un arbitrage, via la création d'un groupe spécial pour le règlement de différends. Les Etats-Unis préfèrent ainsi maintenir un élan positif pour résoudre les préoccupations soulevées par les producteurs d'énergie étatsuniens, et faire progresser la compétitivité nord-américaine.

Le volume moyen des exportations déclarées par Petroleós Mexicanos (Pemex) depuis le début de l'année est inférieur de 7 % par rapport à 2021, mais les recettes perçues sont supérieures de 42 % sur la même période. Les prix mondiaux élevés du pétrole ont accru la valeur des exportations mexicaines, de sorte que le faible volume de ventes de pétrole brut soit compensé. Le volume moyen de vente de pétrole brut à l'étranger, depuis le début de l'année, est le plus faible enregistré depuis dix ans. Quant aux recettes, elles ont atteint le niveau le plus élevé depuis 2014. Ceci a poussé le Ministère des finances mexicain à opter pour la redirection des recettes vers le système national de raffinage, au lieu de s'engager à réduire le volume des exportations de pétrole.

4. Indicateurs Change, Bourse et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 06/10
Bourse (IPC)	0,89%	-10,21%	45 845,83 points
Change USD/MXN	-0,30%	-2,20%	20,07
Change EUR/MXN	1,23%	-16,91%	19,83
Prix du baril mexicain	5,84%	8,41%	79,78

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Le Ministre des Finances, Alvaro Gonzalez Ricci, est nommé président de la banque centrale du Guatemala (Banguat) pour les quatre prochaines années. Alvaro Gonzalez Ricci a été député de la septième législature entre 2012 et 2016 puis a assuré la fonction de ministre des finances du gouvernement Giammattei entre janvier 2020 et septembre 2022. Selon les analystes, c'est l'une des premières fois qu'un président de la banque centrale est nommé sans avoir précédemment occupé un poste dans l'institution et sans expertise préalable en gestion de politique monétaire. Lors de son passage au ministère des finances, Alvaro Gonzalez Ricci s'est fait connaître pour son orthodoxie budgétaire. Malgré la pandémie et les crises énergétiques actuelles, il quitte le gouvernement en laissant une dette publique en dessous des 30 % du PIB.

2. HONDURAS

L'entreprise nationale d'électricité (ENEE) a signé des accords avec 14 entreprises pour la renégociation des contrats de production d'électricité. Les mémorandums signés couvrent 16 contrats énergétiques et garantissent un service pour les cinq prochaines années au minimum. Selon les estimations de la ENEE, ces renégociations représentent une économie d'environ 40 M USD par an pour le pays soit l'équivalent de 700 MW, et près de 730 M USD pour les contrats s'entendant jusqu'à 2030. La production privée représente plus de 65 % de l'énergie vendue par l'ENEE.

3. EL SALVADOR

La Banque Centrale revoit à la hausse ses prévisions de croissance à 2,8 % pour 2022. Cette révision (+0,2 pp) serait soutenue principalement par l'investissement privé. Après le rebond exceptionnel de 10,3 % du PIB en 2021, Douglas Rodriguez, Président de la Banque Centrale, a

confirmé que l'activité reviendrait ainsi vers ses valeurs historiques, entre 2 % et 3 %.

4. NICARAGUA

Les tensions entre le gouvernement Ortega et la délégation de l'Union Européenne (UE) pourraient avoir d'importantes répercussions sur les exportations du pays. Bien que l'Union Européenne soit l'un des principaux importateurs du Nicaragua, (environ 60 M USD en 2021), cela n'a pas empêché le gouvernement Ortega de déclarer *persona non grata* l'ambassadrice de l'UE Bettina Muscheidt. Suite à cette annonce, cette dernière a dû quitter le pays le 1er octobre dernier. Depuis le retour de Daniel Ortega au gouvernement en 2006, les ventes à destination de l'UE ont totalisé près de 3,2 Mds USD, réalisant une croissance de 88 % au cours de ces 15 dernières années. Ceci a notamment été rendu possible grâce à l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Amérique centrale en vigueur depuis 2013, ouvrant un marché de 500 millions de consommateurs au Nicaragua pour écouler sa production de café (187 M USD en 2021), d'arachides (54 M USD), d'or (28 M USD) et de crevettes (16 M USD). L'Union européenne a annoncé via le vice-président de la Commission Européenne Josep Borrell qu'elle répondra de manière "proportionnelle" à l'expulsion de son ambassadrice. Les actions envisagées par l'UE pourraient affecter directement les finances du pays et limiter les projets d'infrastructure et d'éducation prévus pour 2023.

5. PANAMA

En 2022, le Banque Mondiale projette une croissance du PIB à 6,2 %. A moyen terme, elle ralentirait légèrement pour s'établir 5 %. Ces projections de croissance sont élevées par rapport aux autres économies de la région Amérique Latine et Caraïbes. Seules la République Dominicaine (avec +5 % du PIB en 2023 et 2024), et le Guyana (+25,2 % en 2023 et

21,2 % en 2024), ont des trajectoires de croissance plus optimistes.

6. COSTA RICA

La mission du FMI, qui s'est tenue du 20 septembre au 3 octobre, dans le cadre de la 3^{ème} revue du Mécanisme élargi de crédit a permis la conclusion d'un accord avec les services du fonds. Cet accord vise à octroyer 264 M USD de droits de tirage spéciaux et un accès au Fonds fiduciaires pour la résilience et la durabilité (RSF), à hauteur de 710 M USD. La cheffe de la délégation a salué les efforts du gouvernement en matière budgétaire avec le dépassement de l'objectif d'excédent primaire pour 2022, et un objectif de +1,3 % du PIB en 2023. Elle constate le fort ralentissement de la croissance, qui ne devrait pas dépasser 4,4 % en 2022, compte tenu du contexte international incertain et des conditions de financement plus difficiles.

Caraïbes

1. CUBA

Des dégâts considérables après le passage de l'ouragan Ian à Cuba. Une coupure de courant généralisée due aux dégâts sur le réseau électrique a été occasionnée par l'ouragan Ian, lors de son passage à Cuba, mardi 27 septembre. Les infrastructures de téléphonie ont été également endommagées, entraînant des pannes de service massives. Si les autorités sont encore en train de chiffrer les dégâts, les premières évaluations indiquent des coûts de reconstruction importants, ainsi que des dommages aux cultures (notamment de tabac). Au total, selon le Ministère de l'Agriculture, près de 9 000 hectares de cultures auraient été touchés. Le Venezuela, l'Argentine et le Mexique se préparent à offrir une aide humanitaire à Cuba, notamment des produits alimentaires et du matériel pour la réparation du réseau électrique.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Au S1 2022, l'économie dominicaine enregistre une croissance de 5,5 % du PIB. Les services restent le premier secteur, représentant près de 60 % de l'économie, et affichant une variation cumulée de 7,5 % en g.a. Le tourisme a fortement influencé le secteur des services, avec une augmentation de 31,2 %, soutenu par le secteur de l'hôtellerie-restauration. Il convient également de noter la performance des zones franches, qui ont enregistré une croissance de 7 % en glissement annuel de janvier à août 2022.

3. CARAÏBE ORIENTALE

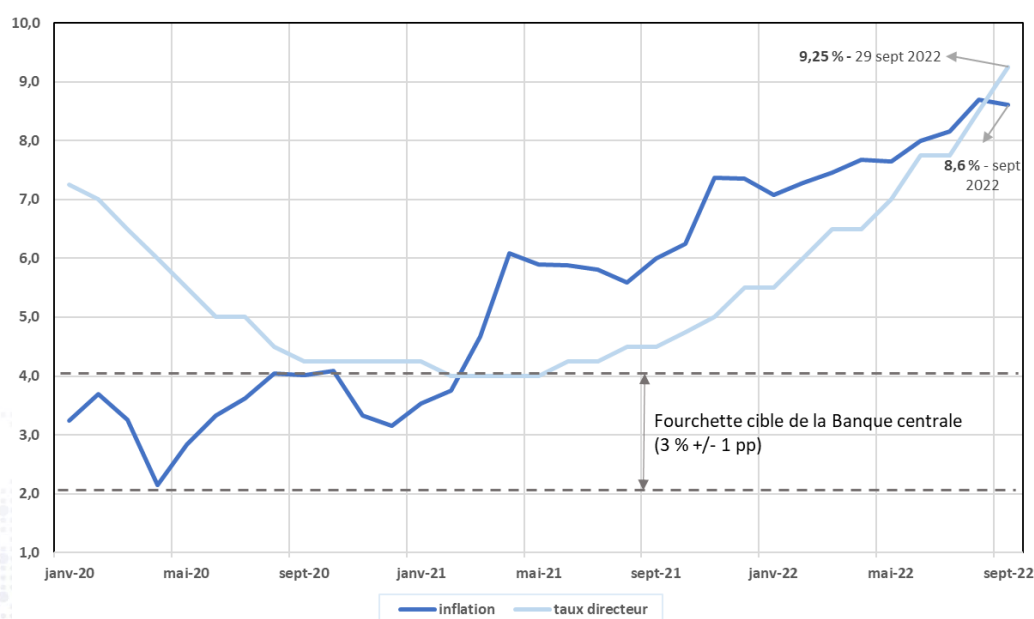
L'Union Européenne a décidé le mardi 4 octobre l'ajout d'Anguilla, des Bahamas, et des îles Turques et Caïques à la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. Ces États rejoignent une liste de douze pays qui n'auraient pas participé à un dialogue constructif avec l'UE sur la gouvernance fiscale ou qui n'auraient pas respecté leurs engagements sur des réformes. L'inscription de ces trois pays se justifie par la permanence de taux d'imposition des sociétés nuls pour des bénéficiaires sans activité économique réelle.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

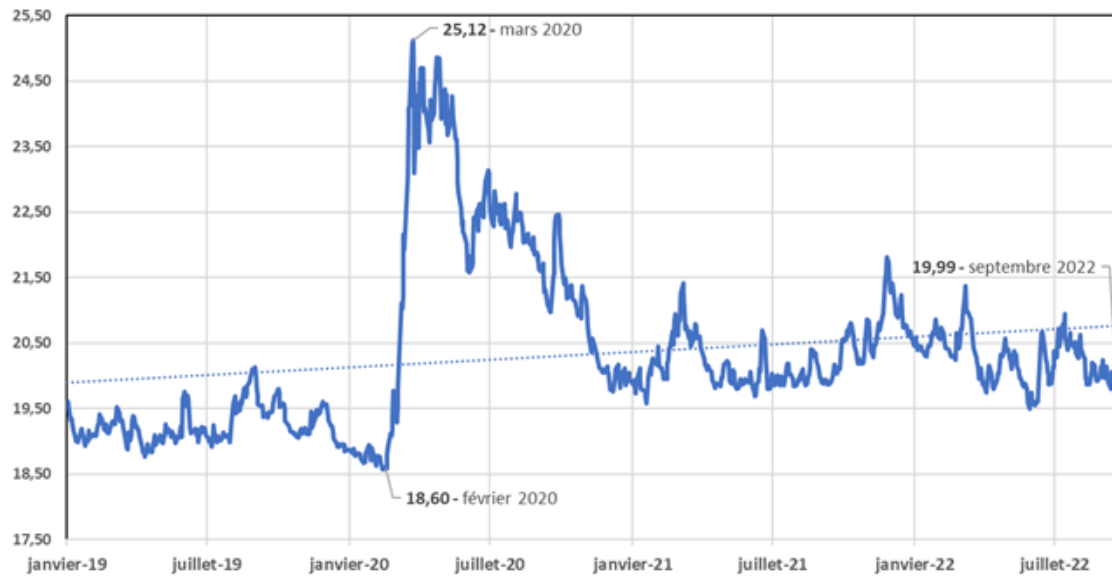
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (g.a 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 322,74	- 0,19 %	- 8,2 %	+ 4,8 %	+ 2 %	+ 2,5 %	58,4 %	+ 5,95 %	9,25 %
Belize	0,44	1,99	+ 1,96 %	-16,75 %	+ 9,75 %	+ 5,7 %	+ 3,4 %	101,89 %	+ 5,2 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	65,31	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,6 %	+ 3,34 %	+ 3,14 %	69,45 %	+ 5,2 %	7,5 %
Guatemala	18,713	91,02	+ 3,87 %	- 1,52 %	+ 8 %	+ 3,95 %	+ 3,61 %	30,6 %	+ 4,8 %	3 %
Honduras	10,294	30,12	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,8 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 6 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,76	- 3,67 %	- 1,98 %	+ 10,3 %	+ 3,8 %	+ 2,2 %	46,90 %	+ 8,5 %	5,5 %
El Salvador	6,551	30,7	+ 2,63 %	- 7,94 %	+ 10,3 %	+ 3 %	+ 2,25 %	82,6 %	+ 5 %	n/a
Haïti	12,065	20,17	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	+ 0,3 %	+ 1,4 %	22,5 %	+ 25 %	10 %
Jamaïque	2,743	15,72	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,36 %	+ 2,47 %	+ 3,33 %	83,7 %	+ 8 %	6 %
Panama	4,395	70,5	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 5 %	56,04 %	+ 4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	109,1	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,48 %	+ 4,96 %	59,4 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EUI)	n/a	168 % (EUI)	+ 300 %	n/a

Annexe Graphique – Mexique –

Inflation mensuelle (g.a, %) et taux d'intérêt directeur (%)



Evolution du taux de change USD/MXN



Montant des réserves internationales (en M USD)

